



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Training and Specialized Services Division/Division de
la formation et des services spécialisés
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Services de SE	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP737-150967/B	Date 2017-01-25
Client Reference No. - N° de référence du client 20150967	Amendment No. - N° modif. 003
File No. - N° de dossier 113zh.EP737-150967	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$ZH-113-30665	
Date of Original Request for Standing Offer 2016-12-16	
Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-01-30	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Reynolds(zh), Diane	Buyer Id - Id de l'acheteur 113zh
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-3941 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-9235
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: See Herein Voir aux présentes	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

La modification n° 3 vise à modifier la Partie 61, la Partie 6B et la Partie 7B, comme suit :

1.0 La Partie 6A, supprimer l'article 12 dans son ensemble et le remplacer par :

12. Impartialité du surveillant de l'équité

TPSGC retient les services d'un surveillant de l'équité pour certains projets comme mécanisme formel de surveillance afin d'obtenir une validation indépendante de l'équité des activités du Ministère. Pour que cet objectif soit atteint, il faut que le surveillant de l'équité choisi soit complètement indépendant du gouvernement, du processus et de tous les offrants, afin d'assurer une évaluation impartiale de l'équité du processus sous surveillance.

Par conséquent, l'offrant ne doit pas :

- a) être relié à de tout fournisseur éventuel relativement au processus d'approvisionnement à surveiller, ou être un fournisseur qui fournit des biens ou des services dans l'industrie de (*type d'industrie à préciser au moment de la commande subséquente, voir article 7 Procédures pour les commandes*), si le processus d'approvisionnement dont l'équité doit être surveillée se rapporte à cette industrie;
- b) avoir donné des conseils à TPSGC ou au client (*nom du client à préciser au moment de la commande subséquente, voir article 7 Procédures pour les commandes*) relativement à l'approvisionnement dont l'équité doit être surveillée; et
- c) avoir donné des conseils ou fourni des biens ou des services à un fournisseur éventuel à l'égard de l'approvisionnement dont l'équité doit être surveillée pendant les (*nombre de mois à préciser au moment de la commande subséquente, voir article 7 Procédures pour les commandes*) mois précédant l'émission d'une commande subséquente.

L'offrant déclare qu'aucune des situations mentionnées ci-dessus ne s'applique à lui, à un sous-traitant dont il retient ou retiendra les services pour accomplir le travail prévu par l'offre à commandes et de tout contrat subséquent, ou à l'un ou l'autre de leurs employés respectifs. L'offrant reconnaît qu'il appartient exclusivement au Canada de déterminer si une apparence de conflit d'intérêts, un conflit d'intérêts ou un avantage indu existe ou sera créé par suite de l'exécution, par l'offrant, du travail décrit dans l'Énoncé des travaux.

Si l'offrant prend connaissance d'une situation qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement au rendement de l'offrant dans le cadre de tout contrat subséquent, ou qui créera un avantage injuste à l'offrant, il doit immédiatement en faire part au chargé de projet et au responsable des achats par écrit par courriel électronique.

2.0 La Partie 6B, sous l'article 2, supprimer la clause 2.1 dans son ensemble et le remplacer par :

2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

La section 17 du document 2035 Conditions générales - besoins plus complexes de services ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

Les sous-sections 1 à 4 de la section 35 du document 2035 Conditions générales - besoins plus complexes de services, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :

1. L'entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du contrat.
 2. L'entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du contrat ou qui créera ou semble créer un avantage injuste. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité contractante par écrit par courriel électronique.
 3. L'entrepreneur ne doit pas influencer, chercher à influencer ou prendre part à une décision du Canada en sachant que la décision pourrait servir ses intérêts personnels. L'entrepreneur doit avoir aucun intérêt financier dans l'entreprise d'un tiers qui causerait ou semblerait causer un conflit d'intérêts relativement à l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, ni créer ou sembler créer un avantage indu à l'entrepreneur. Si un tel intérêt financier est acquis au cours de la période du contrat, l'entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'autorité contractante, par écrit, par courrier électronique.
 4. Si l'autorité contractante est d'avis qu'il existe tout conflit ou un avantage injuste par suite de la divulgation faite par l'entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'autorité contractante peut exiger que l'entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou l'avantage injuste ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque, ou à son entière discrétion, peut résilier le contrat pour inexécution. On entend par conflit toute question, circonstance ou activité ou tout intérêt qui touche l'entrepreneur, ses employés ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'entrepreneur d'exécuter le travail de façon diligente, indépendante et impartiale.
- 3.0 La Partie 7B, supprimer l'article 1 dans son ensemble et le remplacer par :
- a) Le Canada utilisera le Modèle de demande de soumissions et de contrat subséquent pour les besoins de complexité élevée (CE) qui sont disponibles sur le site Web d'Achatsetventes.gc.ca de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/modeles-uniformises-d-approvisionnement#10>) selon la valeur estimative et la complexité du besoin; et
 - b) La demande de soumissions comprendra, au minimum :
 - i. les exigences relatives à la sécurité;
 - ii. une description complète des travaux à exécuter;
 - iii. 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels;
 - iv. les instructions pour la préparation des soumissions;
 - v. les instructions sur la présentation des soumissions (l'adresse pour la présentation des soumissions, la date et l'heure de clôture);
 - vi. les procédures d'évaluation et la méthode de sélection;
 - vii. les attestations;
 - viii. le type d'industrie (sera utilisé à l'article 3, Impartialité du surveillant de l'équité);
 - ix. le nom du client (sera utilisé à l'article 3, Impartialité du surveillant de l'équité);
 - x. le nombre du mois (sera utilisé à l'article 3, Impartialité du surveillant de l'équité);
 - xi. s'il faut avoir accès à des marchandises contrôlées, le groupe applicable selon la Liste des marchandises d'exportation contrôlée
<http://www.international.gc.ca/controls-controles/assets/pdfs/documents/exportcontrols2007-fr.pdf>
 - xii. les conditions du contrat subséquent.

4.0 La Partie 7B, sous 2(c), supprimer le paragraphe (v) dans son ensemble et le remplacer par :

v. **Limites contractuelles du palier 1** : Le Canada peut lancer des processus concurrentiels et adjudger des marchés aux fournisseurs actifs conformément à ce qui suit :

- 1) **Besoin d'une valeur supérieure ou égale au seuil établi par l'ALENA, mais inférieure ou égale à 2 M \$** : Tous les fournisseurs actifs doivent être invités (par courrier électronique ou par le SEAOG) à présenter une soumission en réponse à la demande de soumissions. Un avis de projet de marché (APM) énonçant les exigences sera affiché dans le SEAOG.

Les fournisseurs invités auront au moins quinze jours civils pour présenter leur soumission en réponse à la demande de soumissions. Le délai précité peut être prolongé selon la complexité du besoin.

6.0 La Partie 7B, supprimer l'article 3 dans son ensemble et le remplacer par :

3. Impartialité du surveillant de l'équité

TPSGC retient les services d'un surveillant de l'équité pour certains projets comme mécanisme formel de surveillance afin d'obtenir une validation indépendante de l'équité des activités du Ministère. Pour que cet objectif soit atteint, il faut que le surveillant de l'équité choisi soit complètement indépendant du gouvernement, du processus et de tous les fournisseurs, afin d'assurer une évaluation impartiale de l'équité du processus sous surveillance.

Par conséquent, le fournisseur ne doit pas :

- a) être relié à de tout fournisseur éventuel relativement au processus d'approvisionnement à surveiller, ou être un fournisseur qui fournit des biens ou des services dans l'industrie de (*type d'industrie à préciser au moment de la demande de soumissions, voir article 1 Documents de demande de soumissions*), si le processus d'approvisionnement dont l'équité doit être surveillée se rapporte à cette industrie;
- b) avoir donné des conseils à TPSGC ou au client (*nom du client à préciser au moment de la demande de soumissions, voir article 1 Documents de demande de soumissions*) relativement à l'approvisionnement dont l'équité doit être surveillée; et
- c) avoir donné des conseils ou fourni des biens ou des services à un fournisseur éventuel à l'égard de l'approvisionnement dont l'équité doit être surveillée pendant les (*nombre de mois à préciser au moment de la demande de soumissions, voir article 1 Documents de demande de soumissions*) mois précédant l'émission d'une demande de soumissions.

Le fournisseur déclare qu'aucune des situations mentionnées ci-dessus ne s'applique à lui, à un sous-traitant dont il retient ou retiendra les services pour accomplir le travail prévu par l'arrangement en matière d'approvisionnement et de tout contrat subséquent, ou à l'un ou l'autre de leurs employés respectifs. Le fournisseur reconnaît qu'il appartient exclusivement au Canada de déterminer si une apparence de conflit d'intérêts, un conflit d'intérêts ou un avantage indu existe ou sera créé par suite de l'exécution, par le fournisseur, du travail décrit dans l'Énoncé des travaux.

Si le fournisseur prend connaissance d'une situation qui entraîne ou qui entraînera probablement un conflit relativement au rendement du fournisseur dans le cadre de tout contrat, ou qui créera un avantage injuste au fournisseur, il doit immédiatement en faire part au chargé de projet et à l'autorité contractante par écrit par courriel électronique.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT INCHANGÉES